

Vie privée et Loi canadienne anti-pourriel :

Comment votre organisation peut-elle faire son marketing à l'ère des communications électroniques et des lois qui visent à restreindre la sollicitation commerciale?

Par Karl Delwaide et Myriam Robichaud

Préséance de la LCAP

- Préséance sur PIPEDA (art. 2)
- Et sur les lois provinciales du même type?



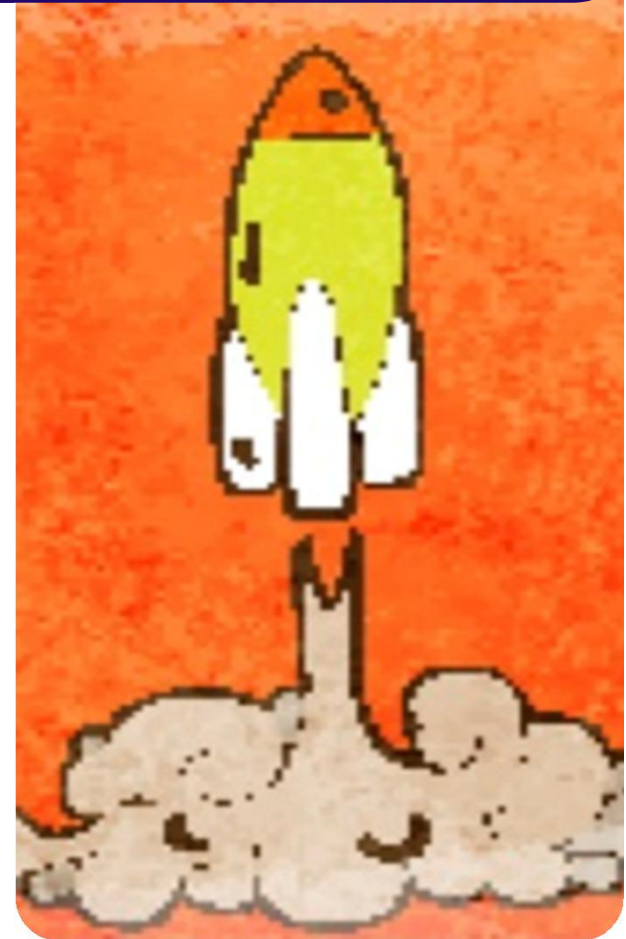
Loi canadienne anti-pourriel (« LCAP »)

Loi visant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications
(L.C. 2010, ch. 23)

Entrée en vigueur

**1^{er} juillet
2014**

(majorité des
dispositions)



Définitions importantes

- Message électronique
- Adresse électronique
- Activité commerciale
- Message électronique commercial (MEC)



Mécanique de la LCAP

- Est-ce un MEC (« message électronique commercial »)?
- Est-ce une exemption d'application de l'article 6 de la LCAP?
- Est-ce une exemption à l'exigence du consentement ou une reconnaissance d'un consentement tacite?
- Consentement exprès, identification et mécanisme d'exclusion
- Un MEC envoyé pour consentement est interdit!

Exemptions d'application de l'art. 6 de la LCAP

Art. 3 a) du Règlement DORS/2013-221

- Existence de « rapports »
- Activités de l'organisation



2

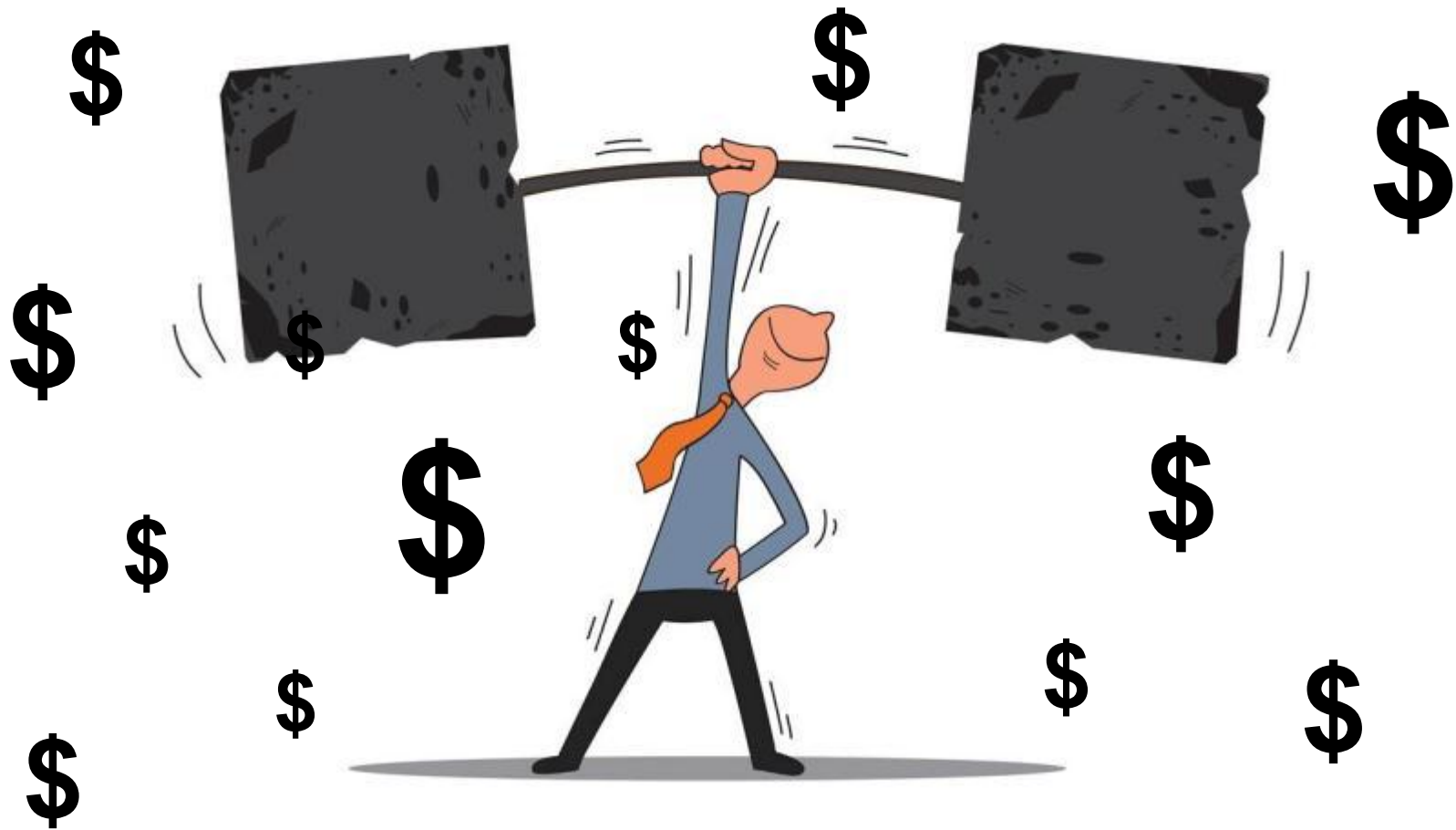


Exemptions d'application de l'art. 6 de la LCAP

- Employeur/Employé
- Employé/Employé
- Demande de renseignements (uniquement!) et réponse à une telle demande
- Compte sécuritaire à accès restreint
- Liens familiaux et personnels



Exemptions d'application de l'art. 6 de la LCAP



Exceptions au consentement

- À condition qu'il s'agisse uniquement :
 - Confirmation d'une opération commerciale
 - Garantie, rappel ou sécurité
 - Mises à jour ou améliorations
 - Statut d'employé ou régime de prestations
 - Éléments d'information factuels
(art. 6(6) de la Loi)
- 1^{er} MEC à la suite d'une recommandation
(art. 4 du Règlement DORS/2013-221)

Consentement tacite

- Relations **privées** en cours (art. 10(9) a) et 10(13) de la Loi)
 - 2 ans suivant un don, cadeau ou travail de bénévolat dans un organisme de bienfaisance ou un parti politique
 - 2 ans suivant une adhésion à un club, une association ou un organisme bénévole
- Relations **d'affaires** en cours (art. 10(9) a) (10) (11) (12) de la Loi)
 - 2 ans suivant l'achat d'un bien, service, possibilité d'affaires, etc.
 - 2 ans suivant l'échéance d'un contrat
 - 6 mois d'une demande renseignements
- Dispositions transitoires (art. 66 de la Loi)

Consentement tacite

- Publication en vue de l'adresse électronique sans mention précisant le désir de ne pas recevoir de MEC (art. 10(9)b))
 - Site internet d'un cabinet d'avocats
- Communication volontaire de l'adresse sans restriction (art. 10(9)c))
 - Échange de carte d'affaires
- * *Nécessité d'un lien avec les attributions de la personne, son entreprise commerciale ou ses fonctions*

Consentement exprès

- Termes simples et clairs
- Fins pour lesquels il est sollicité
- Donné séparément
- Identification de l'expéditeur
- Identification de la personne qui sollicite le consentement
- Adresse postale et numéro de téléphone ou adresse courriel
- Énoncé indiquant que la personne peut retirer son consentement



Consentement exprès



Jamais de la vie!

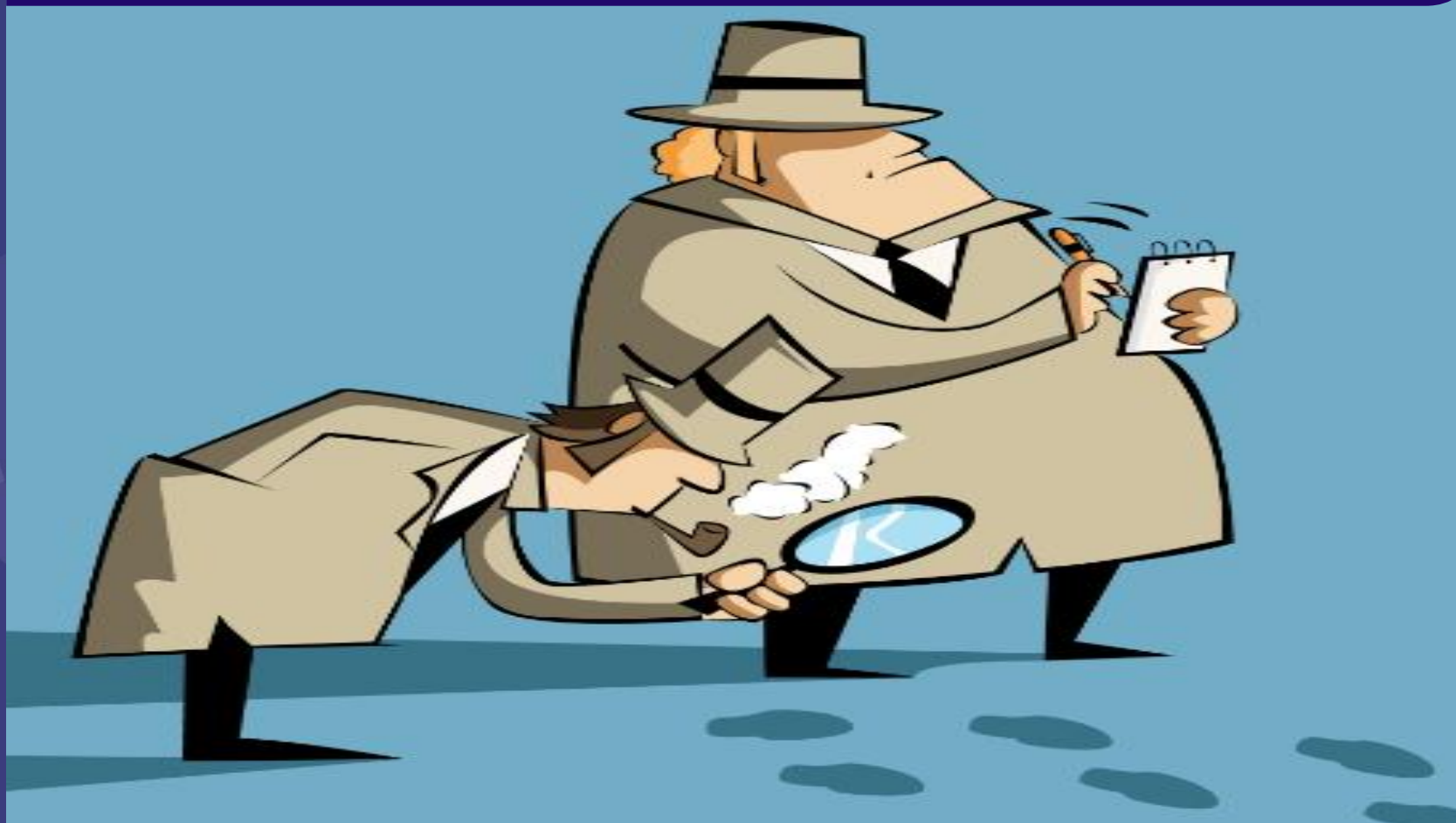


Un cadeau si c'est oui



Oui, je le veux!

Preuve du consentement



Identification et mécanisme d'exclusion

- Identification :
 - Nom et adresse postale
 - Téléphone ou courriel
- Mécanisme d'exclusion :
 - Sans frais
 - Termes clairs et lisibles
 - Simple, rapide et facile d'utilisation
 - Courriel valide pendant 60 jours
 - Sans délai et maximum 10 jours

(art. 6(2) et 11(1) de la Loi et art. 2 et 3 du Règlement DORS/2012-36)

Sanctions pécuniaires



Risqué!

- Jusqu'à 10 M \$ pour les sociétés
- Jusqu'à 1 M \$ pour les personnes physiques (art. 20(4))
- Responsabilité des dirigeants, administrateurs ou mandataires (art. 31 et 52)
- Responsabilité pour les violations commises par les employés (art. 32 et 53)

Sollicitation par téléphone et par la poste





Merci !



Karl Delwaide
Associé

+1 514 397 7563
kdelwaide@fasken.com



Myriam Robichaud
Avocate

+1 514 397 5233
mrobichaud@fasken.com

